

Loi 5316/2026 — La réforme grecque sur la transparence des rémunérations et l'égalité salariale

Gender Equality · Bonne pratique · Grèce

Score de qualité : 44/100

Niveau de preuve : Descriptif / auto-déclaré

Résumé

La Grèce est devenue le cinquième État membre de l'UE à transposer intégralement la directive sur la transparence des rémunérations, imposant des grilles salariales écrites, reconnaissant la discrimination intersectionnelle et prévoyant des amendes pouvant atteindre 50 000 euros par infraction — même si la déclaration de l'écart de rémunération entre les sexes ne débutera qu'en 2027.

Dimensions clés

Dimension	Score
Transferability / replicability	3/3
Impact on gender equality	0/1
Effectiveness	0/1
Efficiency	0/1
Evaluated outcomes	0/1
Sustainability	1/1
Achievement / evidence	1/1
Gender-mainstreaming embedding	1/1
Curator validation	0/1

Évalué par C-NAPSE

Sources de données

[C-NAPSE web research](#) — consulté le 2026-09-12

[Ministry of Labour and Social Security \(Υπουργείο Εργασίας και Κοινωνικής Ασφάλισης\)](#) — consulté le 2026-09-12

[DLA Piper GENIE: Greece implements the Gender Pay Transparency Directive](#) — consulté le 2026-09-12

[Lewis Silkin: Greece transposes the EU Pay Transparency Directive](#) — consulté le 2026-09-12

[Trusaic: Greece's Path Toward Shrinking the Gender Pay Gap \(10.4%, 2018 data\)](#) — consulté le 2026-09-12

Citer — Evidoria. *Loi 5316/2026 — La réforme grecque sur la transparence des rémunérations et l'égalité salariale*. ID persistant : 18100cd8-569b-49fe-a890-45ada3bd7837.